



**Les Verts | Alliance Libre Européenne**  
au Parlement européen

# Une société post- croissance pour le 21<sup>e</sup> siècle

## Résumé exécutif



**GREEN EUROPEAN FOUNDATION**

Ce papier est le résumé exécutif de l'étude « Une société post-croissance pour le 21<sup>e</sup> siècle », réalisée par l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI). Ce travail a bénéficié du soutien financier du groupe des Verts-ALE au Parlement européen.

L'étude est disponible dans son intégralité à l'adresse suivante :  
<http://greennewdeal.eu/green-economy/publications/2011/en/a-post-growth-society-for-the-21st-century.html>

Ce résumé exécutif est publié par la Fondation verte européenne (GEF) pour les Verts-ALE au Parlement européen.

Ce papier peut être commandée à:  
Green European Foundation asbl – Bureau de Bruxelles – 15 Rue d'Arlon,  
1050 Bruxelles, Belgique

[info@gef.eu](mailto:info@gef.eu) – [www.gef.eu](http://www.gef.eu)

© Green European Foundation asbl, Les Verts/Alliance Libre européenne au Parlement européen

Résumé écrit par Julian Hale, journaliste et éditeur indépendant  
Traduction de l'anglais : Geneviève Warland  
Coordination du projet : Marina Barbalata, Fondation verte européenne & Stefanie Hundsorfer, Groupe des Verts-ALE au Parlement européen

Photo de couverture : © 4x6

Décembre 2013

Production : Micheline Gutman

Imprimé sur papier 100 % recyclé

Avec le soutien financier du Parlement européen.

## Préface

par Philippe Lamberts et Yves Cochet députés européens,  
membres du groupe des Verts /ALE au Parlement européen

La croissance économique stagne depuis plusieurs années autour des 0% en Europe. Sur le long terme, elle n'a fait que diminuer au cours des dernières décennies. Pourtant, le discours dominant reste celui du nécessaire retour à la croissance, comme condition *sine qua non* à toute politique économique, sociale ou même environnementale. Si l'objectif de croissance économique a revêtu des habits neufs – elle est maintenant «intelligente», «inclusive» et «durable» – il reste largement l'alpha et l'oméga de toute politique publique.

Pourtant, il existe une incertitude fondamentale concernant l'avenir de la croissance économique dans nos pays. Pour de nombreuses raisons, environnementales, économiques, historiques, sociales, etc. nous ne pouvons plus compter sur le retour de la croissance en Europe pour résoudre les défis présents et à venir. C'est ce que le rapport de l'IDDRI et du CIRED intitulé «Une société post-croissance pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance?», réalisé avec le soutien financier du groupe des Verts/ALE au Parlement Européen, vient étayer.

En tant qu'écologistes, notre constat rejoint cette analyse : poursuivre aveuglément l'objectif de croissance économique, mesurée par celle du PIB, comme solution à tous les problèmes est une illusion. Une illusion dangereuse. Parce que la croissance économique est aveugle aux inégalités et à la précarité. Parce qu'elle est indissociable de celle de notre empreinte écologique, à la fois par les nombreux dégâts environnementaux qu'elle cause que par sa contribution à l'épuisement de nos ressources naturelles. Parce qu'elle réduit des objectifs qualitatifs de développement humain à une augmentation quantitative de la croissance économique.

À partir de ce constat deux chantiers s'ouvrent à nous. D'une part, il nous faut imaginer un récit qui s'affranchisse de l'obsession de la croissance, tout en proposant une direction claire et cohérente. Que ce soit par l'idée de post-croissance ou celle de la prospérité sans croissance, les alternatives existent. Sans tomber dans la guerre des mots et des termes, il s'agit pour les Verts de se focaliser sur les objectifs réels, comme la lutte contre le dérèglement climatique, la réduction des inégalités, l'accès à l'emploi, la recherche scientifique et sociale, etc., en sortant du discours de la croissance.

D'autre part, au-delà du discours, il s'agit d'œuvrer dès aujourd'hui à des solutions concrètes pour la prospérité de nos sociétés et le bien-être de nos concitoyens qui ne dépendent pas de la croissance économique. Comme le souligne le rapport, la probabilité d'évoluer dans les années à venir dans un contexte où les taux de croissance du PIB sont faibles, voire nuls, est élevée. Il faut donc changer le modèle mais aussi la gouvernance de notre société en conséquence. Et il vaut mieux l'anticiper dès aujourd'hui que de subir des changements brusques, potentiellement violents et destructeurs.

Bien entendu, on ne pourrait nier que l'argent, s'il ne fait pas le bonheur, participe à construire un avenir meilleur pour tous. Il est de notre responsabilité de proposer des solutions innovantes et ambitieuses mais aussi réalistes. Nous devons par exemple répondre aux questions fondamentales que posent l'organisation et le fonctionnement d'une société de post-croissance : comment financer la sécurité sociale, créer de l'emploi, préserver notre environnement, etc. Au-delà des mots et des belles intentions, là est notre vrai défi. Cette étude nous offre des pistes et des questions à creuser en ce sens.

Le défi est d'autant plus grand que, comme le souligne l'étude, quand le gâteau de la richesse économique n'augmente plus ou plus autant, il est moins facile d'en distribuer de larges parts à tous. Une société de post-croissance implique donc des choix plus difficiles et donc, un surcroît de débat et de courage politique. En tant qu'europeens, elle pose également des questions cruciales sur notre rapport au reste du monde, étant donné notre dépendance énergétique et en ressources, et sur notre capacité à nous autolimiter et à réussir la transition écologique.

Enfin, il nous faut être capable de proposer un projet réaliste mais positif de transformation. Des alternatives qui ne s'imposent pas d'en haut mais soient construites en collaboration avec les réalités du terrain. Un discours qui ne dit pas ce qui doit être mais accompagne les citoyens dans un processus de transition. Une société prospère pour tous, dès aujourd'hui, c'est cela notre projet, et c'est ensemble que nous devons l'imaginer et le mettre en œuvre.

## Une société post-croissance pour le 21<sup>e</sup> siècle

Qu'ils soient de gauche ou de droite, les politicien(ne)s en Europe continuent à penser que la croissance économique, définie en termes de PIB, est la condition de la prospérité individuelle et collective. Cette étude propose une alternative à une telle assertion. Elle montre que les niveaux et les taux de croissance du PIB résultent de choix de société. Elle affirme que les **politicien(ne)s doivent se détacher de l'obsession de la croissance économique et réfléchir aux objectifs à atteindre en termes de bien-être global pour la société.**

Ce papier est un résumé exécutif de l'étude *Une société post-croissance pour le 21<sup>e</sup> siècle – Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance ?*. Il présente ses principaux arguments et ses conclusions essentielles. L'étude est disponible dans son intégralité à l'adresse suivante :

[www.bit.ly/post-croissance](http://www.bit.ly/post-croissance)

Depuis les années 1970, les taux de croissance en Europe sont atones, et aucun signe d'amélioration spectaculaire ne semble s'annoncer prochainement. Dans ce contexte, certains responsables européens espèrent une nouvelle révolution industrielle et un retour aux années de croissance exceptionnelle qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale ; d'autres se satisferaient d'une croissance d'environ 2 % par an une fois la crise économique passée.

L'étude suggère que **les taux de croissance resteront probablement faibles et qu'une incertitude fondamentale pèse sur l'avenir de la croissance économique.**

Les citoyen(ne)s et les politicien(ne)s européens n'ont pas d'autre choix que de prendre en compte une telle incertitude et de créer une société qui se libère de l'obsession de la croissance économique considérée pour elle-même – autrement dit, une société qui se concentre sur d'autres moyens pour garantir le bien-être et la prospérité. C'est ce que l'étude appelle une « société post-croissance ».

## Des taux de croissance en baisse depuis 40 ans

Avant d'aborder plus en détails le concept de 'post-croissance', il est important de bien comprendre, à partir d'une perspective historique et macro-économique, ce qu'on entend par croissance.

### Qu'est-ce que la croissance économique ?

La croissance économique est basée sur le calcul de la variation annuelle de ce qui est produit par l'économie ou, autrement dit, de l'ensemble des biens et services achetés et vendus sur un territoire donné. La croissance économique d'un pays se mesure généralement à l'aune du produit intérieur brut (PIB). Une des principales faiblesses de cet étalon de mesure est qu'il ne prend pas en compte les aspects non-monnaires tels que l'éducation, la santé ou l'environnement, et n'intègre pas l'idée d'égalité sociale.

Les taux de croissance les plus élevés dans l'histoire économique ont été enregistrés après la Seconde Guerre mondiale, avec un revenu moyen par personne en Europe de l'Ouest augmentant chaque année de près de 4%. Cette croissance résultait de divers facteurs, dont les innovations dans

les technologies et les modes d'organisation du travail. Cette hausse continue des taux de croissance a conduit à une élévation rapide des niveaux de vie. Cependant, ce cercle vertueux de la croissance a cessé dans les années 1970 lorsque les gains de productivité horaire ont chuté dans les économies européennes.

### Les gains de productivité étaient un des éléments clés de la croissance.

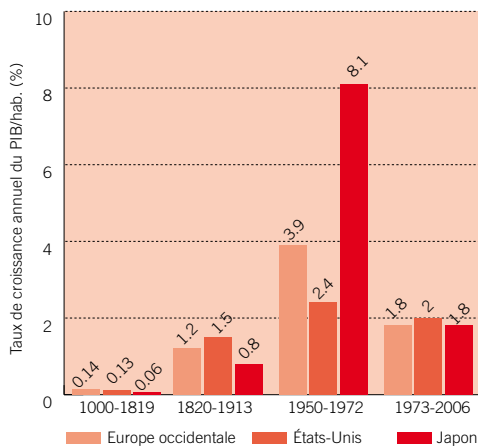
Davantage de productivité signifie principalement produire davantage en un jour. Cela a été réalisé grâce aux innovations technologiques telles que les machines à tisser ou à vapeur. Les technologies, comme celles liées à la vapeur apparue lors de la révolution industrielle au 19<sup>e</sup> siècle, permirent de réorganiser les processus de production et de distribution. La vapeur a fourni une source d'énergie meilleur marché ; elle a suscité la concentration géographique des industries et le rapprochement entre les sites de production, leurs matières premières et leurs consommateurs. Les innovations sur le lieu de travail ont également conduit à une

augmentation de la productivité : telles les grandes usines et les chaînes de montage.

Paradoxalement, les deux guerres mondiales ont joué un rôle important dans l'augmentation de la croissance. Cela s'explique, d'une part, par la nécessité de reconstruire les logements, les usines et les machines. D'autre part, l'Europe a eu accès à différentes technologies (par exemple, pour la production de masse) développées aux États-Unis.

L'augmentation de la productivité a commencé à diminuer dans différents pays européens au cours des années 1970 et 1980. La modernisation et la réorganisation des usines vers les années 1980 a réduit la possibilité d'accroître encore facilement la productivité. Par ailleurs, la tertiarisation des économies européennes – le secteur des services – s'est accompagnée de la baisse des gains de productivité dans le secteur industriel. Par exemple, la part des industries manufacturières dans le PIB est passée de 20 % à 13 % en France et de 31 % à 24 % en Allemagne.

Taux de croissance de la production par personne de l'an 1000 à nos jours



Au cours des 40 dernières années, les taux de croissance étaient de 2% environ, ce qui correspond à la moyenne observée depuis la première révolution industrielle au début du 19<sup>e</sup> siècle. **Cette tendance de fond de même que les autres raisons mentionnées ci-dessus indiquent que les taux de croissance élevés après la Seconde Guerre mondiale constituaient plutôt une exception.** Les sociétés européennes sont, dès lors, confrontées à une incertitude sur l'évolution des taux de croissance qui, s'ils augmentent, resteront probablement plutôt faibles.

## Incertitude sur l'avenir de la croissance économique

Cette étude affirme que la tertiarisation des économies européennes constitue un des trois facteurs expliquant l'incertitude considérable quant aux perspectives futures de croissance. Les autres facteurs sont la réduction des bénéfices liés à l'innovation (par exemple, les bénéfices issus de la téléphonie mobile sont plus faibles que ceux issus de l'invention de l'électricité), la raréfaction des ressources naturelles et la nécessité de réduire, de manière globale, les émissions de gaz à effet de serre.

Regardant l'avenir, les optimistes pensent que les innovations dans le domaine des nouvelles technologies de l'information n'ont pas encore porté leurs fruits et que l'économie des services offre un potentiel de croissance. Ils affirment également que la lutte contre les dégradations de l'environnement devrait contribuer à réduire notre consommation de matières premières tout en augmentant nos revenus.

Les pessimistes disent, quant à eux, que les innovations récentes possèdent moins de pouvoir de transformation que les innovations passées et que le changement vers une économie de services rend plus difficile l'augmentation de la productivité et, par conséquent, une croissance durable. En outre, la protection de l'environnement et la raréfaction des ressources leur apparaissent comme un obstacle à la croissance.

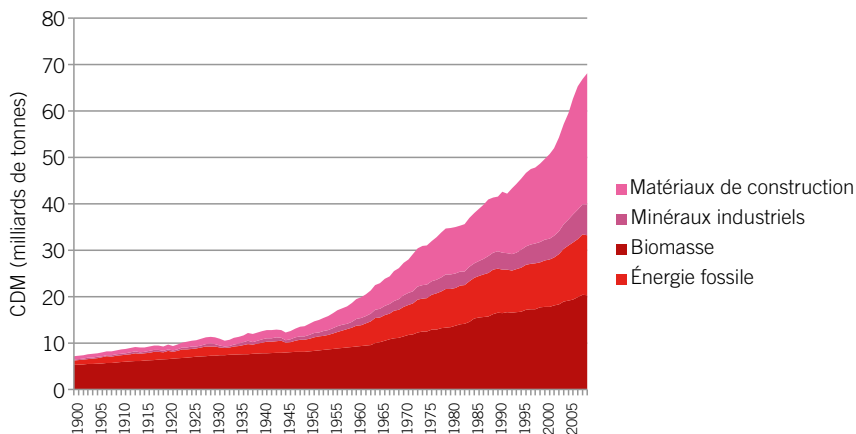
La principale conclusion ici est qu'il existe une incertitude fondamentale sur l'avenir de la croissance économique. En effet, les choix politiques de l'Europe et les technologies que nous inventerons demain demeurent incertains. **Ce sont les choix de société qui déterminent le type de croissance.** La meilleure approche consisterait donc d'abord à effectuer des choix puis d'observer leurs impacts économiques plutôt que de se focaliser sur la croissance économique comme but ultime de la société.

**La clé de l'avenir consiste à développer une proposition collective dans laquelle l'économie et la société ne reposeraient plus sur la nécessité d'une croissance continue du PIB.** La question ouverte pour l'Europe est de savoir si elle sera capable de mettre en place une approche sérieuse permettant d'affronter les incertitudes futures et si elle peut construire une société à forte cohésion sociale dans le contexte d'une croissance structurellement faible, voire stagnante.

## Des ressources naturelles limitées – un frein à la croissance?

L'étude aborde aussi la notion d'« environnement fini » : en effet, la disparition des ressources naturelles peut entraîner un ralentissement de la croissance économique.

Consommation de ressources naturelles au niveau mondial (1900-2005)



**La croissance exprimée en PIB dépend de nombreux facteurs, tels que l'extraction et l'utilisation de nombreuses ressources naturelles (pétrole, charbon ou gaz). Un des défis majeurs pour l'Europe et le monde est l'épuisement rapide des stocks disponibles de telles ressources.**

À cet égard, l'étude examine la question de savoir si la rareté des ressources naturelles et la nécessité de retarder le réchauffement global freine la croissance économique. Le contexte ici est celui d'un monde de rareté des ressources, où les combustibles fossiles sont presque épuisés et où les métaux de terres rares ne sont souvent présents qu'en quantités limitées et dans certaines parties du monde. Ces métaux de terres rares servent à l'industrie de haute technologie comme l'électronique et les secteurs de la téléphonie et des technologies de l'information. L'Union européenne se trouve ici dans une position particulièrement difficile dans la mesure où elle dépend

fortement des importations en énergie, ne possède pas de métaux rares et est le principal consommateur mondial des terres arables dans les pays tiers.

Les auteurs de cette étude utilisent un modèle économie-énergie-climat, IMACLIM : il analyse l'impact macroéconomique des défis posés par la diminution des ressources énergétiques et la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le modèle IMACLIM a permis de fournir plus de 400 trajectoires de développement possibles, se distinguant par la quantité des ressources énergétiques disponibles, l'évolution des coûts des technologies bas carbone et celle des modes de vie. **Si la raréfaction des ressources naturelles signale déjà la difficulté pour les pays de garantir la croissance, elle est encore loin d'avoir livré tous ses secrets.**

Le modèle IMACLIM aide à observer les mécanismes complexes des interactions entre l'environnement et des facteurs tels



que les ressources disponibles, les coûts des technologies bas carbone et l'évolution des modes de vie. Le modèle conclut que l'impact macro-économique des politiques de lutte contre le changement climatique pourrait atteindre 0.5% point de croissance annuelle, au moins en période de transition (jusque vers 2030) selon les hypothèses les plus pessimistes. «Une fois de plus, c'est substantiel en période de croissance déjà faible», précise l'étude.

*«Ainsi, alors que le débat politique et médiatique en matière d'environnement nous semble se focaliser sur les nouvelles technologies, nous montrons dans ce rapport que l'évolution des modes de vie apparaît comme encore plus déterminante. On peut prolonger les modes de vie non durables d'aujourd'hui et faire le pari de l'innovation purement technologique : mais cette 'stratégie' pourrait se révéler très coûteuse d'un point de vue macroéconomique », ajoutent encore les auteurs.*

### Comment inciter politiquement les changements nécessaires des modes de vie?

Face à l'épuisement des ressources naturelles, les responsables politiques et les décideurs doivent mettre en place les infrastructures nécessaires à la diffusion des modes de vie plus sobres en énergie et en carbone. Comme exemples, on peut citer les transports publics bas carbone sur des distances courtes ou longues, les outils de financements innovants pour la rénovation énergétique des logements et les normes pour la limitation du gaspillage. D'autres

exemples comprennent des politiques d'information et d'incitation pour l'évolution des préférences vers des produits à faible contenu énergétique, impliquant, par exemple, des chaînes locales d'approvisionnement.

Par rapport à cet exercice de modélisation, il est important de garder à l'esprit que les différents cas de figures ne sont pas à comprendre comme des prédictions exactes, mais comme des ordres de grandeur. Ils peuvent aider à identifier les thèmes essentiels liés au passage vers des solutions énergétiques moins dépendantes des combustibles fossiles et davantage orientées vers les énergies renouvelables. IMACLIM explore différentes trajectoires possibles de développement et leurs conséquences économiques et environnementales. Ces modèles fournissent des informations à partir desquelles il est possible d'envisager diverses options politiques, comme celle de savoir s'il faut ou non changer nos formes de vie urbaine et réduire, par là, les émissions de gaz à effet de serre.

Les résultats de cet exercice de modélisation confirment le diagnostic d'incertitude sur l'avenir de la croissance économique. **Dans le cadre d'hypothèses pessimistes, mais plausibles, pour les décennies à venir (sur les ressources énergétiques, le coût des énergies renouvelables ou l'évolution des modes de vie), il semble que la croissance diminuera de manière significative.**

## Peut-on prospérer sans croissance ?

De nombreux facteurs tels que la tertiarisation de l'économie indiquent que le taux moyen de croissance au sein de l'Union européenne ne devrait pas beaucoup augmenter dans les prochaines décennies et qu'il pourrait même être plus faible qu'au cours des 30 dernières années. Que la croissance soit faible ou qu'elle stagne, le point principal est qu'il existe une incertitude fondamentale quant aux perspectives mêmes de croissance.

**Dans le discours politique, de droite comme de gauche, croissance et prospérité sont souvent des termes synonymes. La croissance est présentée comme une solution aux problèmes sociaux et économiques, tant à court terme qu'à long terme.** Cela signifie-t-il que, dans un contexte de croissance faible, une société est condamnée à régresser économiquement et socialement ? Ou pouvons-nous, au contraire, construire une société à forte cohésion sociale dans un monde à faible croissance ? Pour répondre à ces questions, l'étude interroge, à partir de la littérature académique en économie, les liens entre la croissance économique et quatre objectifs de politique publique : le bien-être déclaré (qui équivaut *grasso modo* au bonheur), l'emploi (c'est-à-dire les personnes ayant un emploi ou trouvant un nouvel emploi), la réduction des inégalités de revenu et la protection sociale (les systèmes de santé et de pension).

**Les liens entre croissance et prospérité sont beaucoup moins forts qu'on ne peut le penser généralement.** Au-delà d'un certain niveau de richesse – dépassé dans les pays de l'Union européenne –, croissance et

bonheur ne sont plus corrélés. En effet, sur le long terme, le bonheur dépendrait davantage du degré d'inégalité que de revenu. À court terme, les périodes de récession révèlent des niveaux élevés d'insatisfaction. De telles variations dans la perception du bien-être personnel s'expliquent avant tout par les pertes d'emploi. Ce dont les gens ont besoin pour être heureux, ce n'est pas tant de croissance que d'emplois.

Le chômage découle-t-il d'une baisse de la croissance économique ? À court terme, la diminution de la croissance implique une augmentation du chômage. Cependant, de nombreux économistes soutiennent que ce n'est pas tant la croissance qui génère de l'emploi que le retour de l'emploi qui ramène la croissance. Cela se vérifie encore davantage à long terme. **Bref, les liens entre croissance économique, d'une part, et bien-être et emploi, d'autre part, sont moins solides qu'on ne le pense. La croissance n'est pas la condition *sine qua non* pour réaliser de tels objectifs.** Ceux-ci peuvent et doivent être réalisés par des politiques d'emploi ou de réduction des inégalités – plutôt que d'attendre le retour de la croissance.

Cela dit, une croissance faible complique la tâche de réduction des inégalités de revenu sur le long terme, alors même que celle-ci apparaît comme essentielle au bonheur ou à l'efficacité des systèmes de santé. De même, une croissance faible exige de réformer les systèmes de protection sociale afin d'assurer leur financement. Malheureusement, si un contexte de croissance faible rend ces politiques de réforme indispensables, il les rend aussi plus difficiles à réaliser, que cela concerne la réduction des écarts de richesse ou le financement de la protec-

tion sociale. Le gâteau ne grandissant plus aussi vite qu'avant, il est encore plus difficile de modifier la répartition entre travailleurs et rentiers, actifs et inactifs, ou de choisir – individuellement ou collectivement –, par exemple, entre des services de santé (financés par l'impôt dans le cas de services de santé publics) et des écrans plasma. **Un régime de croissance plus faible impose donc davantage d'arbitrages ; au final, il exige plus de politique.**

## Vers un nouveau paradigme post-croissance

La perspective de taux de croissance très faibles à l'avenir n'implique pas que les décideurs politiques renoncent à des objectifs tels que la réduction des inégalités économiques, le maintien des systèmes de protection sociale et l'amélioration du bonheur. Une des options est que les politicien(ne)s prennent leur distance par rapport à l'objectif de croissance et cherchent à améliorer les mesures de réduction des inégalités et les politiques de l'emploi. « Pas besoin d'attendre la croissance pour prospérer, travaillons à cette prospérité », affirme l'étude.

*« Il ressort de l'analyse que ce n'est pas tant le taux de croissance de l'économie d'une société qui importe en matière de prospérité, mais le régime économique et social qui génère plus ou moins de pros-*

*périté ». Par rapport à la probabilité d'une croissance faible en Europe dans un avenir proche, l'étude donne les conseils suivants : « une société de croissance faible doit donc redoubler d'efforts en matière de redistribution de la richesse ou d'accès aux services essentiels tels que l'éducation, la santé ou les retraites. De même, la croissance faible rend d'autant plus nécessaire la réforme des systèmes de protection sociale, afin de garantir leur financement ».*

Quels que soient les choix opérés par la société, ils ont tous un impact différent sur la croissance future du PIB – par exemple, on peut satisfaire aux besoins d'autonomie des personnes âgées soit en leur fournissant davantage d'aide personnelle, soit en uniformisant les solutions et en dispensant les soins médicaux à distance.

Il serait donc raisonnable d'effectuer d'abord les choix et d'observer ensuite leurs conséquences sur la croissance. Cela implique d'avoir des sociétés capables de s'adapter à un large éventail de futurs économiques possibles comportant des résultats différents en matière de croissance. « Il ne s'agit pas de se désintéresser de la croissance, mais de construire **une proposition collective du futur dans laquelle l'économie et la société ne seraient plus dépendantes du besoin d'une hausse soutenue du PIB** ».

## **Les Verts/ALE au Parlement européen**

Secrétariat central

Bureau PHS02C27

Bâtiment Paul-Henri Spaak

60, rue Wiertz – 1047 Bruxelles, Belgique

<http://www.greens-efa.eu/>

<http://greennewdeal.eu/>



**Les Verts | Alliance Libre Européenne**  
au Parlement européen

## **Green European Foundation asbl**

1 Rue du Fort Elisabeth

L-1463 Luxembourg

Bureau de Bruxelles :

15 Rue d'Arlon, 1050 Bruxelles, Belgique

[www.gef.eu](http://www.gef.eu)



**GREEN EUROPEAN  
FOUNDATION**



**GREEN  
NEW DEAL**